



PROJECT IDENTIFICATION FORM (PIF)

PROJECT TYPE: Full-sized Project

THE Least Developed Countries Fund (LDCF)

Submission Date:

Re-submission Date:

GEFSEC PROJECT ID:

GEF AGENCY PROJECT ID: 4377

COUNTRY: RCA

PROJECT TITLE: Gestion intégrée des risques climatiques dans la planification agricole et urbaine (Bangui) en RCA

GEF AGENCY (IES): PNUD

OTHER EXECUTING PARTNER(S):

GEF FOCAL AREA (S): Climate Change

INDICATIVE CALENDAR	
Milestones	Expected Dates
Work Program (for FSP)	April 2010
CEO Endorsement/Approval	April 2011
GEF Agency Approval	May 2011
Implementation Start	June 2011
Mid-term Review (if planned)	June 2013
Implementation Completion	June 2015

A. PROJECT FRAMEWORK

Project Objective: Les capacités de gestion des risques climatiques au niveau agricole et urbain sont améliorées								
Project Components	Type	Expected Outcomes	Expected Outputs	Indicative GEF Financing		Indicative Co-financing*		Total (\$)
				(\$)	%	(\$)	%	
1. renforcement des capacités de gestion des risques et d'alerte précoce	TA	Les capacités de planification (local et national) et de réponse aux CC sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - Un programme de sensibilisation au changement climatique est mis en œuvre au profit des cadres des services techniques (agriculture, environnement, plan, municipalité de Bangui, sécurité publique, météo), et des principales organisations de la société civile ; - Les plans et programmes de développement agricoles et urbain (Bangui) intègrent le CC ; - Sur X communes, les plans d'occupations des sols sont revus afin de se tourner vers des territoires plus résilients au CC 	1,000,000	16,67	3,000,000	83,33	

			(agriculture, foresterie, autre activité.) – Un plan de réponse des risques climatiques est mise en place en milieu rural et pour la ville de Bangui et (court et moyen terme);					
2. Démonstration de mesures pilotes d'adaptation et de gestion des risques climatiques au niveau agricole	Invest TA	Les rendements et production agricoles sont sécurisés	<ul style="list-style-type: none"> – Les agriculteurs sont sensibilisés au CC et intègrent la gestion des risques au niveau de leur parcelle – Des pratiques agricoles résilientes au changement climatiques sont testés, validés et diffusés au niveau des zones d'intervention du projet (Les calendriers agricoles dynamisés, suivi des parcelles)) – Une chaîne de communication est mise en place pour l'assistance agro-météo aux agriculteurs – Les outils de gestion des stocks alimentaires sont renforcés afin de mieux gérer les risques climatiques 	2,000,000	33,33	4,200,000	66,67	6,200,000
3. Mesures pilotes d'adaptation et de gestion des risques d'inondation en milieu urbain		Les Populations urbaines sont moins vulnérables aux risques climatiques	<ul style="list-style-type: none"> – Des mesures d'adaptation écosystémiques sont développées et testées – Des mesures pour réduire l'occurrence des inondations et atténuer les impacts des inondations 	1,500 000	25	3,200 000	75	4,700,000

4. Gestion des connaissances	Invest TA	Les meilleures pratiques sont capitalisées et diffusées	<ul style="list-style-type: none"> - les connaissances endogènes et exogènes en matière de best practices nourrissent les interventions du projet - Les résultats du projet sont capitalisés et diffusés ; 	500,000	27	500,000	73	
5. Project management				300,000	5	500,000	67	
Total project costs				5,300,000	31	12,000,000	69	17,400,000

B. INDICATIVE FINANCING PLAN SUMMARY FOR THE PROJECT (\$)

	Project Preparation	Project	Agency Fee	Total
GEF	80,000	5,320,000	600,000	6,000,000
Co-financing	80,000	12,400,000		12,480,000
Total	160,000	17,720,000	600,000	18,480,000

C. INDICATIVE CO-FINANCING FOR THE PROJECT (including project preparation amount) BY SOURCE and BY NAME (in parenthesis) if available, (\$)

Sources of Co-financing	Type of Co-financing	Amount
Project Government Contribution	Parallel	3,000,000
Project Government Contribution	In cash(to be confirmed)	200,000
GEF Agency(ies) (UNDP)	In cash	200,000
Bilateral Aid Agency(ies)		3,000,000
Multilateral Agency(ies)	In cash	6,000,000
Private Sector	(select)	
NGO	In Kind	
Total co-financing		12,000,000

D. GEF RESOURCES REQUESTED BY FOCAL AREA(S), AGENCY (IES) SHARE AND COUNTRY (IES)*

N/A

PART II: PROJECT JUSTIFICATION

A. STATE THE ISSUE, HOW THE PROJECT SEEKS TO ADDRESS IT AND THE EXPECTED ADAPTATION BENEFITS TO BE DELIVERED:

La RCA sollicite l'appui du fond pour les pays les moins avancés afin de faire face aux effets néfastes attendus du changement climatique sur la sécurité alimentaire et sur le développement de la ville de Bangui afin de s'adapter aux risques climatiques futurs.

Le développement rural et agricole en Centrafrique et les moyens d'existence des ruraux sont étroitement liés au bien-être de la biodiversité agricole, des écosystèmes naturels qui les abritent et des ressources en eau et en sols. Les systèmes de production agricole et d'élevage s'identifient, du nord au sud du pays, aux conditions bioclimatiques dominantes de telle sorte que les systèmes et types de cultures dépendent étroitement des conditions climatiques (pluviométrie, température).

La variabilité du climat et des événements météorologiques extrêmes ont des incidences directes sur la productivité des sols, les rendements agricoles et des pâturages et par conséquent sur la sécurité alimentaire.

L'agriculture reste et demeure le socle de l'économie de la République Centrafricaine. Il occupe près de 74 % de la population active (67 % des hommes et 81 % des femmes) et représentent 45 % du PIB. La RCA est dotée de sols riches, mais fragiles. Sur près de 15 millions d'hectares de terres arables, seulement 600 000 à 700 000 ha sont mis en culture chaque année, soit environ 1 % du territoire national et 4,4 % de la superficie arable. L'activité agricole, très climato-dépendante, enregistre des performances très faibles qui s'expliquent pour différents raisons qu'elle soit d'ordre climatique (la production agro-pastorale est essentiellement pluviale) mais aussi sociopolitique (problème d'insécurité, pas d'accès aux informations ou aux connaissances, peu ou pas d'appui institutionnel...). Cela ne manque pas de poser des problèmes d'insécurité alimentaire alors que les populations sont déjà très vulnérables.

Dans le cadre de la 1^{ère} Communication nationale et du PANA, la République Centrafricaine a mené plusieurs études qui ont permis une analyse de la vulnérabilité des populations rurales au changement climatique et mis en exergue la vulnérabilité du pays dans le secteur agricole mais également de la population en milieu urbain. Dans ce document, la situation des changements importants du climat se présente ainsi qu'il suit :

- dans le cas d'un rehaussement de la température associée, on assisterait à des baisses plus drastiques de rendement et de production agricole. Cela induirait des répercussions très négatives sur la population déjà très pauvre et va accentuer l'insécurité alimentaire et rendrait l'Etat hautement vulnérable et dépendant de l'extérieur.
- dans le cas d'évènements climatiques extrêmes (fortes pluies), une catastrophe naturelle, il y aura des perturbations dans la qualité de l'eau, des impacts négatifs sur les êtres vivants et des installations classées.

Les récentes inondations ne font que confirmer les tendances ; les dernières inondations à Bangui (juillet 2009) ont été d'une rare violence, causant des dégâts considérables (vies humaines, destructions d'infrastructures). Par ailleurs, les agriculteurs se plaignent du changement quand au démarrage de la saison agricole et des arrêts brutaux des pluies au moment le plus critique de développement végétatif.

Le changement climatique ne peut à lui seul être responsable de la vulnérabilité ; il convient d'identifier les paramètres anthropiques qui exacerbent le degré de vulnérabilité afin d'élaborer une stratégie d'adaptation des moyens d'existences qui prenne en compte ces barrières. On peut noter parmi les facteurs aggravant :

- Un déficit d'information quand aux risques/réponses quand à la gestion des risques au niveau de leur parcelle ;
- Le faible appui institutionnel des services agro-météo (absence d'info agro-météo, pratique résiliente);
- La quasi absence de filet de sécurité alimentaire en milieu rural ; Manque de réseaux communautaires de greniers et de la prévisibilité de risque ;
- les faiblesses institutionnelles de prévention et de réponse aux catastrophes naturelles (plan d'occupation des sols inadéquat, absence de plan de prévention, manque de coordination dans la réponse aux risques climatiques) ;
- Une compétition accrue sur les terres arables essentielle en périphérie des villes (exemple de la zone de Mbaïki), dégradant le potentiel productif des sols.

Bien que la RCA, avec l'appui de ses partenaires, souhaite redynamiser le secteur agricole, il paraît nécessaire de s'assurer que les axes d'interventions intègrent la dimension climatique. Compte tenu de l'importance du secteur agricole en RCA et des menaces liées aux changements climatiques qui pèsent sur le pays, un certain nombre de mesures urgentes ont été identifiées dans le cadre de l'élaboration du PANA. Les événements récents (impacts des inondations sur la ville de Bangui) ont incité les autorités à prendre également en compte ces aspects dans la mise en œuvre du PANA. Le document PIF actuel se base sur les principales mesures identifiées dans le PANA ; ces mesures d'urgence doivent contribuer à réduire les impacts du changement climatique sur la production agricole et sur la ville de Bangui.

En définitif, ce projet d'adaptation devrait faciliter l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les politiques sectorielles de la République Centrafricaine dans le court terme et à long terme de manière à assurer la stratégie de développement soutenus par le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) et, finalement, à atteindre les objectifs 1 et 7 des OMD que le pays s'est assigné.

Le projet LDCF cherchera à lever les barrières mentionnées plus haut, afin de mettre en œuvre les mesures urgentes du PANA. Les mesures proposées i) L'amélioration des capacités de planification (ville de Bangui, secteur agricole) et de réponse au CC, ii) le développement des mesures pilotes d'adaptation au niveau du secteur agricole dans les différentes zones d'intervention, iii) la mise en œuvre de mesures pilotes d'adaptation en milieu urbain afin de diminuer les impacts des inondations et iv) le partage des connaissances issus des différentes activités du projet devraient permettre d'atténuer les effets néfastes de l'évolution climatique actuelle sur les objectifs de production agricole, les rendements et, in fine, sur les efforts entrepris par la RCA en matière de lutte contre la malnutrition et la pauvreté rurale, tels que définis par la stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Enfin, la ville de Bangui, verra ses capacités de gestion des risques climatiques renforcée.

B. DESCRIBE THE CONSISTENCY OF THE PROJECT WITH NATIONAL PRIORITIES/PLANS

Les activités du projet LDCF sont inscrites pleinement dans les priorités nationales de développement, et ont des liens étroits et de complémentarité avec les plans nationaux de développement primaire, y compris le DSRP1 (2008 – 2010) dont le pilier 3 relatif à «Rebâtir et Diversifier l'économie » vise entre autres la lutte contre la pauvreté en milieu urbain et rural et qui est fondé sur une croissance économique forte, nécessaire à inverser les effets pervers de la pauvreté tant au niveau national que régional ; en ce qui concerne notamment le secteur de l'agriculture, grâce au renforcement des institutions et de leurs capacités en matière de planification,, de recherche et d'encadrement, il a été envisagé dans la mise en œuvre du DSRP1 des actions opérationnelles de redynamisation en vue de rendre plus efficace ce secteur dont dépend

beaucoup l'économie nationale. Ces programmes sont également en rapport avec les objectifs 1 et 7 des OMD.

La RCA est par ailleurs en train de travailler à l'élaboration de son deuxième DSRP2 dont l'un des piliers va de nouveau impliquer le secteur de l'agriculture étant donné que la revue à mi-parcours (2008 – 2009) parue en 2009 fait état de certaines avancées dans ce secteur clé de l'économie nationale, notamment en ce qui concerne les objectifs d'intensification et de diversification agricole qui se sont appuyés sur les spécificités et les potentialités de chaque pôle de développement et qui ont été menés à travers entre autres :

- Le développement d'un système de financement adapté pour le rééquipement en matériel agricole...
- La relance des filières de production et de multiplication des semences pour des spéculations à forte valeur ajoutée et porteuses de croissance...
- Le renforcement des capacités en vue de la promotion de la transformation des produits agricoles...

Ce projet est donc bien aligné sur les priorités nationales de lutte contre la pauvreté au regard du Document de Stratégie Nationale pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP).

Le secteur agricole est un des pilier du développement de la RCA étant donné les potentialités de production. Le gouvernement travaille à la revitalisation du secteur (programme national évalué à plus d'1,2 millions US\$) via le renforcement de l'organe de planification agricole; la réhabilitation des pistes cotonnières du centre, le développement des filières de rente (Coton, café, palmier à huile, canne à sucre et tabac), le développement des systèmes de cultures irriguées (de contre saison) dans les bas-fonds, et l'appui à la culture maraîchère en zone péri urbaine de Bangui. Le PANA a bien identifié la gestion des risques climatiques au niveau de l'agriculture comme étant prioritaire.

Le projet proposé s'aligne donc bien sur les priorités nationales en intégrant en amont le changement climatique dans la définition d'une stratégie de développement agricole durable et ainsi contribuer à l'atteinte des OMD 1 et 7. Le projet s'appuiera sur les plans d'action de lutte contre la désertification (PAN), la stratégie nationale de biodiversité qui ont pour objectif de renforcer la résilience des services éco systémiques en particulier envers l'agriculture et la sécurité alimentaire. Enfin la RCA est en train de finaliser le plan d'action pour renforcer ses propres capacités à mettre en œuvre les 3 conventions de Rio dans le cadre du projet ANCR.

Par ailleurs, la ville de Bangui qui dépend du Ministère de la sécurité publique, bénéficie d'une attention particulière en raison des impacts récents liés aux inondations ; impacts qui pourraient s'aggraver dans un futur proche. La ville de Bangui, avec l'appui des autorités nationales, s'efforce de mettre un cadre de gestion des inondations.

Par ailleurs, le projet est également aligné avec l'UNDAF2 « D'ici 2011, la tendance de dégradation des indicateurs sociaux de base est inversée ; la pauvreté est réduite ; et le pays s'est engagé dans un processus de développement durable.

C. DESCRIBE THE CONSISTENCY OF THE PROJECT WITH LDCF/SCCF ELIGIBILITY CRITERIA AND PRIORITIES

1. Country ownership:

La République Centrafricaine figure parmi les Pays les Moins Avancés (PMA). Elle est signataire et a ratifié la CCNUCC en 1995 et son Protocole de Kyoto en 2007. L'élaboration du document du PANA a démontré l'appropriation du pays. L'élaboration de ce document s'est inspirée des éléments des lignes directrices, qui ont permis à la RCA d'établir la liste d'activités prioritaires.

2. *Compliance to program and LDC Fund policies:*

Le projet proposé constitue une réponse aux besoins d'adaptation urgents et immédiats et devraient être mises en œuvre immédiatement pour réduire la vulnérabilité des communautés pauvres (conformité du programme). Il est conçu pour tenir compte des coûts additionnels de l'adaptation des mesures prioritaires identifiées dans le PANA (conception du programme), et il sera également amener à créer les capacités nécessaires pour la suite du projet (durabilité). Ainsi, le projet vise à impliquer les communautés locales et fonctionnaires nationaux dans une initiative visant à réduire la vulnérabilité et les risques liés à la variabilité climatique. Les ratios de fonds pour les PMA pour cofinancement sont cohérents et constituent des coûts supplémentaires pour l'adaptation des mesures prioritaires identifiées dans les PANA. Par conséquent, les ressources humaines et matérielles seront à la disposition des services déconcentrés et décentralisés pour la survie du projet.

3. *Financing:*

Financement: des critères de rentabilité a été appliqué dans le choix des mesures d'adaptation et les modalités au cours du processus des PANA. Après avoir réalisé l'étude des vulnérabilités sectorielles sur la base d'une approche participative, l'Equipe PANA a procédé à la sélection des critères de hiérarchisation des activités prioritaires dans les différents secteurs retenus, l'intervention proposée actuellement a été considérée comme le meilleur moyen de réaliser les résultats escomptés et a été retenu comme priorité numéro 1 pour répondre aux besoins d'adaptation urgents.

4. *Institutional Synergy and Coordination:* Le projet sera soutenu par la Commission Nationale pour l'Environnement et le Développement Durable (CNEDD), qui vise à développer des outils de gestion de l'environnement, mettre en œuvre les conventions internationales, de protéger la biodiversité et prévenir la pollution. Le Ministère en charge de l'environnement jouera un rôle de coordination de la phase de préparation du projet ; d'autres structures telles que l'agriculture, le Ministère en charge de la Sécurité publique et la ville de Bangui seront chargées de la mise en œuvre des activités du projet. La phase PPG permettra de confirmer cela. Le PNUD, de par son positionnement s'assurera que les synergies soient faites entre tous les programmes. Il veillera au bon ancrage du projet LDCF, à sa mise en œuvre et à gérer au mieux les risques identifiés.

5. *Monitoring and Evaluation:*

La mise en œuvre des activités du projet suivra les procédures de suivis et d'évaluation de FEM ainsi que le Guide du PNUD sur la gestion adaptative et le Suivi et Evaluation des projets ce qui concourra à garantir le niveau élevé des performances de la mise en œuvre et de la qualité des réalisations du projet

Les activités du projet seront exécutées sous la supervision de la Commission Nationale pour l'Environnement et le Développement Durable (CNEDD) d'une part et devront suivre le contrôle du FEM et des procédures d'évaluation en plus de l'orientation du PNUD sur le S & E pour les projets d'adaptation d'autre part.

D. OUTLINE THE COORDINATION WITH OTHER RELATED INITIATIVES

La République Centrafricaine a bénéficié d'un appui de NEPAD pour la mise en place d'une cartographie des besoins en renforcement de capacités des acteurs de développement évoluant dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques.

Dans le domaine de l'agriculture, plusieurs partenaires bilatéraux et multilatéraux participent au financement de programme/projet, tels que: (i) le projet d'appui à la réhabilitation d'infrastructures rurales (PARIR), s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du volet de développement rural du DSRP (2008 – 2010) visant à assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté en milieu rural en particulier. Les actions du projet seront localisées au niveau des pôles de développement prioritaires retenus par le Gouvernement dans sa stratégie de développement en raison de leur potentiel de réduction. Ainsi, le choix est porté sur les pôles de Bambari (préfecture de la Ouaka), de Sibut (préfecture de la Kémo), et de Bangui. Ces zones se situent au centre-Est de la RCA.

Les pôles d'intensification agricole vivriers sont financés par l'Union européenne et mis en œuvre par la FAO avec lequel le PARIR assurera une parfaite synergie en renforçant les infrastructures de commercialisation. Le coût de ce projet s'élève à 4,032 millions US\$.

(ii) le Projet Réduction de l'impact de la flambée des prix des denrées alimentaires en République centrafricaine, c'est un projet financé par la FAO pour un coût est de 26,608.36 US\$.

Le projet va également fonctionner en synergie avec le programme indicatif national du 10^e FED. L'intensification, la diversification et la relance des filières agricoles se feront à travers les pôles de Développement notamment : (i) l'opérationnalisation du Fonds de Développement Agro Pastoral (FDAP) et de l'Office National de Métier Agro Pastoral (ONMAP) adoptés par l'Assemblée Nationale et promulgués récemment; (ii) la mise en place d'un dispositif de production, de multiplication et diffusion des semences améliorées et des boutures saines de manioc.

Dans le domaine du développement urbain, Le gouvernement avec l'appui de différents partenaires (projet THIMO 4 financé par l'AFD) soutient différentes initiatives, à savoir: la réhabilitation, drainage et désenclavement des quartiers insalubres et inaccessibles, financé sur le budget national à hauteur de 0,5 millions US US\$; projet de réhabilitation des collecteurs primaires de la ville de Bangui, financé sur le budget national à hauteur 0,9 millions US\$.

Enfin, le gouvernement avec l'appui de la Banque Mondiale, de l'AFD, des partenaires du système des nations unies (PNUD, UNICEF, OCHA...), a préparé un rapport sur l'évaluation conjointe des besoins pour la gestion des inondations urbaines à Bangui.

Au cours de la phase de PPG, une démarche de concertation sera poussée dans l'optique de mettre en place un cadre partenarial ainsi que des modalités pratiques de travail en commun avec l'ensemble des actions en cours ou en devenir. Une stratégie et un plan définissant le rôle et les responsabilités de chacune des parties prenantes seront élaborés tenant compte des avantages comparatifs des différents intervenants du projet.

E. Describe Additional cost reasoning

Composante 1_: Renforcement des capacités de gestion des risques et d'alerte précoce

Dans le scénario de référence, les plans de développement nationaux, urbain et agricoles ne tiennent pas suffisamment compte des risques supplémentaires posés par la variabilité accrue du climat sur la production vivrière et la sécurité alimentaire. La RCA s'engage à redynamiser son secteur agricole mais ne dispose pas des capacités adéquates pour s'assurer de la pérennité de l'intervention. Quel type semences, quelle pratique résiliente et quel accompagnement du milieu rural ? Comment mettre en place des mécanismes de suivi des récoltes dans le contexte incertain du changement climatique. Par ailleurs, comment s'assurer que la ville de Bangui, dont la population ne cesse de croître, soit mieux équipée à faire face aux inondations urbaines, catastrophe naturelle majeure alors même que les événements extrêmes liés au changement climatique dont les pluies torrentielles, risquent de s'exacerber ? n outre, les efforts de gestion des risques climatiques aux niveaux national et local sont entravés à l'heure actuelle, par les faibles capacités techniques du Département

de la météorologie et l'inexistence d'un système d'alerte précoce, voire d'assistance agro-météorologique pour les agriculteurs.

Dans le scénario de l'adaptation, le projet cherchera à lever les barrières mentionnées plus haut, et aider à construire les capacités nécessaires (systémique, institutionnel et individuel) afin de systématiser la gestion des risques climatiques à tous les niveaux (programme de sensibilisation et de formation).

En particulier, le projet mettra l'accent, sur l'intégration des considérations et pratiques d'adaptation dans les politiques sectorielles pertinentes (agricoles) et aux processus de planification (agriculture, élevage) et urbaine. Le projet apportera un soutien afin d'améliorer la qualité et la ponctualité des informations à l'appui des décisions d'adaptation sur le climat (plan de prévention des risques climatiques en milieu urbain et rural). Pour ce faire, un accent important sera mis en place sur la capacitation des services de la météo afin d'établir un système d'information pertinent. Afin d'accompagner les communes à se tourner vers un développement plus résilient au changement climatique, une revue du plan d'occupation des sols (foresterie, élevage, agriculture) pourra être effectué dans certaines localités (dans les zones où la compétition pour l'accès aux terres est accrue comme les fronts pionniers agricoles), selon une démarche participative afin de sécuriser les moyens d'existence dans le contexte d'incertitude climatique.

Composante 2: Démonstration de mesures pilotes d'adaptation et de gestion des risques climatiques au niveau agricole

Ce projet vient en additionnalité aux activités qui sont entrain d'être réalisé par le Gouvernement Centrafricain dans le cadre de l'agriculture et la sécurité alimentaire vis-à-vis des effets néfastes du changement climatique et des phénomènes climatiques extrêmes. Dans le scénario de référence, des programmes sont en cours (mentionnés plus haut), visant notamment à réduire à court terme les problèmes de sécurité alimentaire. Toutefois, le défi est de passer d'une réaction dans l'urgence à la mise en place d'un appui structurel, durable qui prenne en compte les défis du changement climatique.

Les Fonds pour les PMA sont donc utilisés pour piloter un ensemble de mesures d'adaptation au niveau des communautés de base. Afin de ne pas se disperser sur un vaste territoire, le projet concentrera ses interventions dans des zones agro-écologiques distinctes tenant compte des indicateurs de vulnérabilité, d'accès, de stabilité politique et d'autres critères qui seront discutés dans la phase de PPG. Le projet s'efforcera de travailler sur les zones fortement anthropisées (sur les fronts pionniers agricoles et dans d'autres régions) afin d'apporter des réponses à des populations souvent paupérisées. Un accent spécifique sera mis sur la sensibilisation des agriculteurs aux pratiques agricoles les plus résilientes (semences, gestion de la fertilité, gestion de l'eau), sur la mise en place d'une chaîne de communication des informations agro-météorologiques, découlant de la composante 1 ainsi que sur les outils susceptibles de limiter les impacts des aléas climatiques qui vont se renforcer dans un avenir proche.

Composante 3: Mesures pilotes d'adaptation et de gestion des inondations en milieu urbain

Des initiatives ont été mené dans le cadre du reboisement de la colline de Gbaza – Bangui, financé conjointement par CAS-DF et la GTZ. Comme indiqué, dans la section D, certaines initiatives sont en cours afin de doter Bangui d'infrastructures d'assainissement adéquates mais aussi afin d'appuyer le schéma de réponse aux risques climatiques en milieu urbain. Si les réponses apportées vont dans le bon sens, elles sont essentiellement orientées vers le court terme... Le fonds PMA est fortement nécessaire pour compléter les efforts d'adaptation sur le terrain. il paraît important de revitaliser les écosystèmes urbains (Adaptations éco systémiques) afin qu'ils puissent jouer leur rôle tampon/barrières naturelles face aux catastrophes.

Par ailleurs, des mesures pour réduire l'occurrence des inondations et en atténuer ses impacts seront mis en œuvres basées sur l'évaluation de la situation des inondations et des mesures proposées notamment sur les

investissements additionnels quand aux infrastructures de bases (système de drainage). Le PPG permettra justement d'envisager les investissements qui pourront être fait dans le cadre du projet LDCF.

Composante 4: Gestion des connaissances

La composante 4 du projet LDCF doit permettre de capitaliser et diffuser les expériences réussies et les meilleures pratiques en matière d'adaptation au changement climatique. Il se focalisera sur les acquis issus du projet lui-même mais aussi sur les bonnes pratiques dans d'autres régions qui pourraient nourrir l'intervention du projet. Ceci afin de permettre au pays de pérenniser les actions entreprises par le projet et ainsi de les intégrer dans une stratégie d'adaptation à plus long terme. Dans ce cadre le présent projet prévoit :

- La mise en place d'une plate forme de dialogue pour la capitalisation des acquis/contraintes du projet,
- Des visites d'échanges organisées entre les zones pilotes du projet et les autres zones (inter et intra région),
- La production de guides de bonnes pratiques (agriculture de conservation, multifonctionnalité) en langue locale,
- Un réseau et une plateforme de partage d'expérience en matière de gestion des risques agricoles,
- Un séminaire national de capitalisation et de restitution des enseignements du projet,
- Un mécanisme financier et institutionnel pérenne assurant la poursuite des efforts engagés par le projet et l'institutionnalisation de ces acquis.

F. INDICATE RISKS, INCLUDING CLIMATE CHANGE RISKS, THAT MIGHT PREVENT THE PROJECT OBJECTIVE(S) FROM BEING ACHIEVED, AND IF POSSIBLE INCLUDING RISK MEASURES THAT WILL BE TAKEN:

Risques identifiés	Mesures d'atténuation
Le cofinancement demandé sachant que le LDCF apporte une subvention de 6 millions US	Bien que peu de bailleurs soient présents sur le sol centrafricain, il existe une volonté de travailler à la fois sur la problématique de la sécurité alimentaire (programme de relance du secteur agricole) avec l'appui de la FAO ou de l'UE. Par ailleurs, la banque mondiale et d'autres partenaires ont fait une étude sur les risques/réponses en milieu urbain que le projet capitalisera. La préparation du PIF a déjà permis d'initier un premier travail de synergie avec les partenaires techniques et financiers ; ce travail sera renforcé durant le PPG afin de s'assurer de l'engagement des autres bailleurs.
Le manque des ressources humaines et matérielles nécessaires à la mise en œuvre de ce projet pourra perturber l'exécution des différentes activités du projet.	Une étude sera mise en place durant le PPG afin d'évaluer les capacités des institutions clés du projet, à différents niveaux afin de s'assurer d'une mise en œuvre effective du processus
L'adaptation est un nouveau champ de connaissance qui implique une sensibilisation accrue afin d'assurer une pleine appropriation du sujet par les bénéficiaires.	Le projet s'efforcera de mettre en œuvre un vaste de programme de sensibilisation auprès de différents partenaires afin de s'assurer d'une pleine appropriation des nouvelles pratiques culturelles ainsi que des mesures et politiques d'adaptation. Par ailleurs, ces pratiques s'efforceront de valoriser les savoir-faire traditionnel et favoriseront des solutions techniques adaptées aux contextes locaux.


<p>Le contexte politique pourrait ralentir la mise en œuvre du projet. Une élection présidentielle doit avoir lieu dans les prochains mois. d'autre part, le Pays ne dispose pas d'une stabilité uniforme sur son territoire</p>	<p>Une première mission d'identification a eu lieu et a permis de sensibiliser les principaux acteurs à l'importance de ce projet pour le pays. Les principales directions sont impliquées dont le Plan, l'agriculture, l'environnement et la météo ; cela devrait faciliter la mise en œuvre du PPG.</p> <p>Les zones d'interventions du projet prendront en compte les plus vulnérables mais aussi les zones les plus stables politiquement afin d'assurer de la réussite du projet</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



G. DESCRIBE, IF POSSIBLE, THE EXPECTED cost-effectiveness OF THE PROJECT:

H. JUSTIFY THE comparative advantage OF GEF AGENCY:

PART III: APPROVAL/ENDORSEMENT BY GEF OPERATIONAL FOCAL POINT(S) AND GEF AGENCY (IES)

A. RECORD OF ENDORSEMENT OF GEF OPERATIONAL FOCAL POINT (S) ON BEHALF OF THE GOVERNMENT(S): (Please attach the country endorsement letter(s) or regional endorsement letter(s) with this template).

 <i>Ambroise ZANGA, Directeur Général de l'Environnement, Ministère de l'Environnement et de l'Ecologie</i>	Date: 24 mars 2010
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------

 <i>Gustave DOUNGOUBE, Point Focal Opérationnel du FEM, Ministère de l'Environnement et de l'Ecologie</i>	Date: 24 mars 2010 
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------

B. GEF AGENCY(IES) CERTIFICATION

This request has been prepared in accordance with GEF policies and procedures and meets the GEF criteria for project identification and preparation.	
<i>Name & Signature</i> GEF Agency Coordinator	Project Contact Person
Date: (Month, Day, Year)	Tel. and Email:
<i>Name & Signature</i> GEF Agency Coordinator	Project Contact Person
Date: (Month, Day, Year)	Tel. and Email: